

Retraites, sécu : de bonnes affaires pour certains

"Le travail ne paye pas assez", "Il faut baisser les charges", "On en paye beaucoup trop en France", "On doit rapprocher le net du brut" : ces phrases, qui ne disent rien clairement, économistes, politiques, journalistes, nous les répètent sans arrêt. C'est qu'il y a un grand calcul, dans les têtes des dirigeants et des hommes d'affaires. Leur calcul, il est en trois étapes.

Première étape : nous faire peur, très peur, tout en rendant les choses compliquées, difficiles à comprendre. Ils savent que la peur, ça paralyse. Comme cela, ils espèrent éviter qu'on y voie clair, et qu'on réagisse, comme cela s'est passé en 2023, pour les retraites : 14 journées de mobilisation, avec 1 à 3,5 millions de manifestants chaque fois. Pour nous inquiéter, tout est bon : les déficits de la sécu, le système des retraites, la dette de l'Etat...

Deuxième étape : ils vérifient que la peur a suffisamment pris. Par exemple, sur les retraites, ils regardent combien de gens se mettent à aller voir une banque, une assurance, pour placer de l'argent pour leur retraite. Il y en a déjà 13 millions, qui ont placé un total de 150 milliards d'euros, chez Axa, CNP ou AG2R la Mondiale. Cet argent, les sociétés en question le placent, et en tirent des bénéfices. Ils appellent cela la capitalisation. Si on affole les gens, il y en aura plus, et plus encore de bénéfices.

Il faut donc affaiblir le système actuel. Ce système, il avait été inventé par le monde ouvrier, à une époque où il n'y avait ni retraite, ni sécurité sociale. On mettait des sous en commun, et chacun pouvait puiser un peu, pour aider une famille en cas de coup dur, comme un accident de travail.

C'est l'Etat qui a mis en place les retraites et la sécu actuelles, après la Deuxième Guerre mondiale. Une partie de notre salaire est mise de côté, à la sécurité sociale ; elle est marquée sur le bulletin de paye. Et comme les gros salaires cotisent plus, cela fait une certaine correction des inégalités.

En fait, ce système de cotisations sociales a été mis en place parce que la colère était grande, du fait de la guerre, des destructions, des patrons qui avaient collaboré et fait des affaires avec les Allemands. Les dirigeants craignaient aussi qu'une partie de la population tourne le dos au capitalisme, et soit attirée par ce qui se passait en URSS. C'était,

au fond, un système d'assurance contre les révoltes. Un moyen de faire accepter les inégalités et les injustices sociales du capitalisme.

Pour ce qui est de la santé, c'est un peu la même chose qu'avec les retraites. L'Etat commence par permettre aux entreprises de ne pas payer une partie de leurs cotisations sociales : 87 milliards par an, qui manquent à la Sécu, qui est donc en déficit. Et qui va alors nous diminuer les remboursements sur les médicaments et les soins.

Et pendant ce temps, des mutuelles privées, des sociétés d'assurance, de prévoyance, viennent proposer aux gens de prendre une complémentaire santé. Ainsi s'engraissent les sociétés Harmonie mutuelle, MACIF, MAIF, Generali et autres CNP. Il existe 249 mutuelles, 99 assurances et 25 prévoyances (invalidité ou décès). Sur un total de 100 euros qui vont servir à des soins, 79 passent par la sécu, et 21 par ces boîtes privées.

Evidemment, il faut avoir les moyens pour aller mettre de l'argent dans ces sociétés, et espérer améliorer ses remboursements. Et ceux qui ne le peuvent pas ? ils auront moins de droits, tant pis pour eux. Ça n'entre pas dans le calcul.

Troisième et dernière étape : une fois les premiers coups réussis, on verra si on peut aller plus loin encore, frapper plus fort. Le rêve d'un certain nombre de ceux qui profitent déjà est d'en profiter bien plus, en cassant la sécu et les retraites actuelles par répartition. Ils rêvent d'en finir avec ces moyens, pour eux, d'une autre époque.

Mais il se peut aussi que les millions de gens qui subissent la misère, la précarité ou le chômage, la dureté de la vie, se saisissent d'un autre rêve : changer tout leur système. Et il se peut que d'autres avec eux soutiennent ce rêve : ne plus avoir besoin du bricolage actuel, de la sécu, des retraites et du reste. Ne plus avoir besoin d'être "*assisté*" comme ils osent dire. Comment ? En faisant que le mot *Egalité*, écrit sur les mairies et les écoles, devienne une règle appliquée pour les salaires, pour les patrimoines, et pour tout le monde.

27/9/2026

L'Ouvrier n° 437

*Si vous avez apprécié ce numéro, pensez à le partager
il peut y avoir autour de vous un lecteur possible
il lui suffira de nous contacter à louvrier.org
pour recevoir nos parutions gratuitement*